



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 11 juillet 2022

Régional

🍷 La RDC franchit l'étape la plus importante de son adhésion à la CAE

Lors d'une cérémonie tenue au siège de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) à Arusha, en Tanzanie, lundi, la République Démocratique du Congo (RDC) est officiellement devenue membre de la CAE après avoir déposé les instruments de ratification de l'adhésion au traité de la CAE. Il s'agit de la dernière étape, et la plus importante. La RDC a maintenant tous les droits et privilèges, comme tout autre membre de la CAE, de participer aux programmes et activités de la CAE et s'engage à respecter les obligations de la CAE. Avec une population d'environ 92 millions d'habitants, la RDC représente près de la moitié de la population des États membres. Selon l'analyse du *Business Daily*, le PIB combiné de la région atteindra 250 Mds USD. En outre, l'entrée de la RDC devrait supprimer les restrictions à la libre circulation des personnes et des biens et augmenter les exportations intra-CAE vers la RDC, qui s'élèvent actuellement à 7,4 Mds USD, soit environ 13,5 %. De par leur formalisation, ce renforcement des relations commerciale devrait également permettre une meilleure connaissance des échanges entre la RDC et la CAE, en grande partie informels à ce stade.

🍷 Burundi

Bilan positif pour les projets financés par la BAD et le gouvernement

Ce 27 juin le ministère des Finances, du budget et de la planification économique avec la Banque Africaine de développement (BAD) ont organisé un atelier de dialogue de quatre jours, du 27 au 30 juin. Ce dernier a été, pour la BAD, l'occasion d'écouter, afin de mieux comprendre les besoins et les problèmes liés à l'exécution des projets et programmes dont le gouvernement a la responsabilité. Ces derniers ont présenté

l'avancement de leurs projets dans le domaine de l'agriculture, de l'éducation, de l'énergie et du transport. D'après la BAD, en dépit de différentes crises, les opérations du Gouvernement, cofinancées avec la Banque se portent bien et maintiennent leur performance. Cet atelier revêt un caractère important pour la consolidation de la coopération entre la République du Burundi et la Banque africaine de développement, car outre l'évaluation de la qualité et la performance du portefeuille, il donne l'occasion de tirer les leçons apprises et enfin de revoir le plan d'amélioration de la performance du portefeuille à la lumière des recommandations issues des échanges. Dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie des Burundais, le portefeuille en cours de la BAD

comporte 15 projets pour un engagement total de 300 MUSD. Toutefois, les défis dans la mise en œuvre de ces projets comprennent les dépenses inéligibles que le Gouvernement est obligé de rembourser et les projets dont la mise en œuvre est retardée par manque de maîtrise des procédures de passation des marchés.

Comores

Pas de brève cette semaine

Djibouti

La start-up *Ride* se développe et entre sur le marché djiboutien

Ride (qualifié de « *Uber* » éthiopien) a annoncé son entrée sur le marché djiboutien. Créée en mars 2017, *Ride* est une filiale de *Hybrid Designs* et dispose d'une flotte de 30 000 voitures en Ethiopie. Le mois dernier, *Ride* a perdu un procès pour violation du droit d'auteur contre la société *ZayRide*. Face à l'expansion rapide de ce secteur, le bureau des transports de la ville d'Addis Abeba a commencé à exiger l'enregistrement de ces services dématérialisés. Il existerait actuellement 40 plateformes similaires à *Ride*, mais seulement 17 d'entre elles seraient reconnues par le ministère des transports.

Erythrée

Pas de brève cette semaine

Ethiopie

Consolidation des comptes des agences fédérales

Le ministère des finances a rappelé que tous les opérateurs de l'État devaient avoir tous leurs

comptes à la *Commercial Bank of Ethiopia* (CBE), la principale banque publique de la place. Cette décision intervient suite à un audit financier qui a révélé que de nombreuses institutions fédérales auraient réalisé des transactions avec des comptes ouverts dans des banques privées. Ainsi, jusqu'à 11,7 MUSD auraient été dépensés par 41 agences fédérales sans respecter les procédures de documentation et d'autorisation. La proclamation qui régit les fonds publics stipule que la Banque centrale décide du « lieu » de dépôt des fonds publics, généralement à la banque commerciale étatique CBE. Ce rappel intervient alors que le gouvernement éthiopien envisage de mettre en place un « *Treasury single account* », où tous les mouvements financiers des agences fédérales fusionnés dans un seul compte permettraient une surveillance accrue sur les flux de trésorerie et une meilleure fongibilité des ressources financières.

Kenya

Risques d'une augmentation importante des prix de l'eau à Nairobi

Nairobi City Water and Sewerage Company (NCWSC), entité publique en charge de la fourniture et de la gestion des services d'eau, a récemment déposé une demande de révision des tarifs de l'eau auprès de l'autorité de régulation, le *Water Services Regulatory Board*. L'augmentation des tarifs proposée est comprise entre 4,2 et 97,1% selon les catégories de consommateurs (résidentiel, commercial, écoles) et de la quantité d'eau consommée. Les tarifs résidentiels (KES/m³) pourraient augmenter de 25,0% pour les plus gros consommateurs (> 300 m³), tandis que la plus forte hausse (+ 32,4%) serait supportée par les petits consommateurs (1-6 m³). Pour les commerces, industries et institutions gouvernementales, le rééchelonnement des blocs de consommation ferait passer le coût d'un m³ d'eau pour les petits consommateurs (0-6 m³) de 34 à 67 KES soit

+97,1% d'augmentation. Seuls les tarifs appliqués aux écoles et universités n'évoluent presque pas : +4,2% pour les petits consommateurs (< 600 m³), tandis que le tarif pour les tranches de consommation moyennes et supérieures reste constant. L'évolution des tarifs, qui doit encore être approuvée par l'autorité de régulation après une consultation publique d'un mois, devrait permettre à NCWSC de générer 10,7 Mds KES par an de revenus, d'améliorer le recouvrement de ses coûts opérationnels, rembourser ses emprunts et moderniser le réseau d'eau. L'entité publique s'est engagée à investir 1,95 Md KES d'ici 2025, pour réduire les pertes sur le réseau. La part de l'eau non facturée (*non revenue water*) a en effet fortement augmenté au cours des dernières années, passant de 34 à 51% entre 2014 et 2020 – soit le double des pertes autorisées par l'autorité de régulation (25%) – et aurait généré des pertes d'un montant de 4,75 Mds KES à NCWSC au cours de l'année fiscale 2019/2020. La révision des tarifs a lieu généralement tous les 3 ans afin de refléter les frais d'opération et de maintenance de NCWSC (8,8 Mds KES), ses besoins d'investissements (616 MKES) et le remboursement des prêts *on-lent* accordés par les bailleurs (900 MKES). Cette annonce de rehaussement intervient toutefois dans un contexte économique national marqué par une très forte inflation (7,9% en juin 2022).

Le Kenya cherche à obtenir des dérogations aux conditions de prêt du FMI

Le conseil d'administration du FMI se réunira le 18 juillet pour examiner la 3^{ème} revue du programme, débuté en mars 2021, aux titres de l'*Extended Credit Facility* et de l'*Extended Fund Facility*, qui, si validé par le Conseil, permettra le décaissement de 238 MUSD en équivalent monnaie locale. Selon le communiqué de presse des équipes du FMI ayant menées la revue, le pays a pris du retard sur certains engagements clés, notamment la mise en place d'une paie centrale (pour les ministères, les départements et les agences), la réforme des entreprises d'État, la réalisation d'un audit spécial sur les dépenses du

Covid-19 et la mise en place de la déclaration de patrimoine pour les fonctionnaires. La revue s'inscrit dans un contexte où le Kenya est confronté à des coûts élevés de refinancement des prêts en dollars avec la hausse des taux, en particulier pour les pays émergents, sur le marché des euro-obligation (le taux de l'Eurobond kényan à 10 ans arrivant à échéance en 2024 a atteint plus de 17%) alors qu'il cherche à combler les déficits budgétaires du pays (malgré le dépassement des objectifs de recettes fiscales 2021 / 2022). Ce besoin de financement n'étant plus faisable par des émissions, le pays voudrait avoir recours à de nouveaux prêts syndiqués.

Madagascar

Le gouvernement malgache signe la convention du Conseil de l'Europe sur l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale

La ministre de l'économie et des finances Rindra Rabarinirinarison a signé le 7 juillet à Paris la convention du Conseil de l'Europe sur l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale. Cette convention permettra l'échange de renseignements fiscaux avec les Etats membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la mise en œuvre d'enquêtes fiscales simultanées et la participation à des enquêtes menées dans d'autres pays, ainsi que l'assistance en matière de recouvrement d'impôt dus dans des pays tiers. Cette signature fait suite à l'adhésion du pays au Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales de l'OCDE en 2017.

Maurice

Le prix du sucre en nette augmentation en 2021

Le Syndicat des Sucres de Maurice a annoncé avoir collecté près de 370 euros par tonne de sucre après avoir écoulé les stocks de la récolte 2021, soit une augmentation de prix de 20 % par rapport à 2020. Cette amélioration s'explique principalement par la hausse mondiale du cours du sucre, mais aussi par une augmentation des exportations de sucres spéciaux. Si les perspectives pour 2022 restent favorables, les profits pourraient être impactés par l'augmentation du coût des intrants (engrais, carburants...) et le secteur devrait se réorganiser progressivement.

🍷 Ouganda

Près de 530 millions de tonnes de métaux rares ont été découverts dans la ville de Busoga

La compagnie *Rwenzi rare limited* explorant la région de Bugosa a établi la présence de plus de 530 millions de tonnes de minéraux précieux, qui, selon la compagnie généreraient plus de revenus que les ressources pétrolières et gazières. Le ministre de l'énergie a informé qu'à la suite d'autres explorations dans le pays, l'Ouganda pourrait devenir le plus gros producteur de métaux rares du monde. Pour information, après les explorations de 2013, la valeur des minéraux ont atteint 370 Mds USD, bien plus que celle des ressources en pétrole et en gaz atteignant, selon la Banque Mondiale, une valeur de 75 Mds USD.

🍷 Rwanda

L'inflation sur les prix des produits de base s'élève à +13,7 %

Selon l'Institut national des statistiques (NISR), les prix des biens et services ont augmenté de +13,7 % en juin 2022 par rapport au même mois de l'année dernière, et de 0,8 % d'augmentation

sur une base mensuelle. Dans le détail, les prix des aliments et des boissons non alcoolisées ont augmenté de +25,1% tandis que le logement, l'eau, l'électricité et le gaz ont augmenté de +7,9%. Conséquence directe de ces hausses, les prix des transports ont également augmenté de +11,5% et les prix dans les restaurants et les hôtels ont augmenté de +14,3%. Au niveau de la répartition bien produits et importés, l'indice montre que les produits locaux ont augmenté de +12,6% tandis que les produits importés ont augmenté de +16,9%. Le NISR prévoit une inflation moyenne de +9,2% en 2022 avant de redescendre à 7,5% l'année prochaine.

🍷 Seychelles

Pas de brèves cette semaine

🍷 Somalie

Pas de brève cette semaine

🍷 Soudan du Sud

Risque d'aggravation des inondations et des sécheresses dans le contexte du changement climatique

Lors de l'ouverture de la consultation publique sur le dragage des rivières, le 10 juillet à Juba, Joseph Africano Bartel, sous-secrétaire du ministère de l'Environnement et des Forêts, a déclaré que le Sud-Soudan devrait, dans les années à venir, être confronté à des épisodes plus fréquentes d'inondations et sécheresses en raison du changement climatique. M. Bartel a souligné que le pays a développé un programme d'action et un plan national d'adaptation, pour

faire face aux effets du changement climatique. Le Soudan du Sud a connu des inondations extrêmes au cours des trois dernières années, avec 1,2 million de personnes touchées par les inondations à travers le pays et plus de 100 morts répertoriés. Les États de Jonglei, à l'est, et les deux États pétroliers d'Unity et du Nil supérieur, au nord, seraient les plus touchés par la montée des eaux dans le pays depuis mai.

Le Soudan du Sud et le Soudan signent un traité pour la reprise du commerce

Le directeur du service douanier Akol Ayii Madut a signé mardi un protocole d'accord à Juba pour harmoniser les politiques fiscales et la circulation des marchandises entre les deux pays. L'accord a été signé par les directeurs généraux du ministère des douanes du Soudan et du Soudan du Sud afin de permettre l'échange de connaissances pour la gestion et le traitement efficace des recettes perçues.

fonds serait utilisé pour la mise en œuvre de la première phase du Programme de développement durable et résilient de l'eau et de l'assainissement de Dodoma. Le programme qui a fait l'objet d'un appel d'offres en avril 2022 vise à résoudre la crise de l'eau dans la région de Dodoma peuplée de près de 3 millions d'habitants. Rien que dans la capitale Dodoma, la population est estimée à 500 000 habitants, avec un taux de croissance annuel de 3,5 %. Selon les projections du gouvernement, cette population devrait atteindre 1,9 million d'habitants en 2051. La ville est actuellement approvisionnée en eau souterraine à partir du champ de captage de Makutupora, situé à 30 km de Dodoma, avec une capacité de pompage installée de 61 500 m³ par jour alors que la demande actuelle en eau est estimée à plus du double, 133 845 m³ par jour.

Soudan

Pas de brèves cette semaine

Tanzanie

Signature d'un accord de prêt de 125 MUSD entre la Tanzanie et la BAD

La Banque africaine de développement (BAD) a signé un accord avec le gouvernement tanzanien en vue de l'octroi d'un prêt de 125,2 MUSD. Ce



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international